

CAMPAGNE DE RECRUTEMENT 2022

Projet Doctoral

Afin d'informer leurs actionnaires, les entreprises se sont longtemps limitées à la publication de données financières dans leurs rapports. Avec la prise de conscience des conséquences environnementales et sociales de leurs activités, elles ont progressivement diffusé des informations extra-financières. Durant la dernière décennie, de nombreux référentiels (CDSB *Climate Disclosure Standards Board*, GRI *Global Reporting Initiative*, IIRC *International Integrated Reporting Council*, SASB *Sustainability Accounting Standards Board*...) et réglementations (par exemple, la DPEF en France : déclaration annuelle de performance extra-financière) ont ainsi été développés pour guider les entreprises dans l'élaboration de ce *reporting* extra-financier.

De la même façon que la multiplicité de systèmes comptables a rendu nécessaire et indispensable une harmonisation des normes comptables qui s'est traduite par le développement des IFRS, un besoin d'harmonisation des informations extra-financières publiées par les entreprises se manifeste aujourd'hui. Au niveau européen, en juillet 2021, la Commission Européenne a confié à l'EFRAG (*European Financial Reporting Advisory Group*) la mission de produire un référentiel commun en matière d'information extra-financière s'articulant autour de trois thèmes : l'environnement, le social et la gouvernance. Au niveau international, en novembre 2021, la fondation IFRS a annoncé la création d'un comité, l'ISSB (*International Sustainability Standards Board*), chargé de développer un référentiel extra-financier à l'image des normes comptables internationales. Les échéances annoncées sont très brèves avec une mise en œuvre du référentiel européen pour les exercices comptables débutant le 1^{er} janvier 2023.

La mise en place d'un référentiel harmonisé de *reporting* extra-financier va ouvrir un nouveau champ de recherche comme cela a été le cas avec l'entrée en vigueur des IAS/IFRS au sein de l'UE en 2005. Les recherches sur la publication d'informations non financières sont nombreuses. Elles s'articulent notamment autour de l'analyse des déterminants de la publication d'informations extra-financières (Cormier et Magnan 2003), à l'impact de cette publication sur la valeur de marché (Matsumura 2014, Benlemlih et al. 2021) ou sur le coût des capitaux propres des firmes (Clarkson et al. 2013, Dhaliwal 2014). D'autres travaux s'intéressent, par exemple, aux stratégies de réponse des groupes à un cadre réglementaire (Depoers et Jérôme 2017). En définissant un référentiel unique, le processus de normalisation en-cours devrait se traduire par une amélioration de la fiabilité des données extra-financières et donc accroître leur utilité pour les parties prenantes. Dans le cadre de ce contrat doctoral, l'objectif est d'étudier l'impact de la normalisation des informations extra-financières à la fois du point de

vue de l'investisseur ainsi que de l'entreprise. Comment ce nouveau référentiel s'institutionnalisera-t-il dans les entreprises ? Permettra-t-il d'impacter les activités de l'entreprise en modifiant les critères de choix des investissements (point de vue de l'entreprise) ? Cette normalisation contribuera-t-elle à améliorer la qualité des informations extra-financières (point de vue des investisseurs) ? Le lien entre ces informations et la valeur boursière de l'entreprise sera-t-il affecté ?

Sur le plan méthodologique, plusieurs méthodes complémentaires sont envisageables avec des approches qualitatives (entretiens pour appréhender l'implantation du nouveau référentiel ou les stratégies de réponse des firmes par exemple) et quantitatives (régressions, études d'évènements....).

BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE :

Benlemlih M., Ge J. et Zhao S. (2021), Undervaluation and non-financial information: Evidence from voluntary disclosure of CRS news, *Journal of Business Finance & Accounting*, vol. 48, p. 785-814.

Cormier D. et Magnan M. (2003), Environmental reporting management: A continental European perspective, *Journal of Accounting and Public Policy*, vol. 33, p. 43-62.

Clarkson P.M., Fang X., Li Y. et Richardson G.D. (2013), The relevance of environmental disclosures: Are such disclosures incrementally informative?, *Journal of Accounting and Public Policy*, vol. 32, p. 410-431.

Depoers F. et Jérôme T. (2017), Stratégies de publication des dépenses environnementales dans un cadre réglementaire, *Comptabilité Contrôle Audit*, vol. 3(1), p. 41-74.

Dhaliwal D., Li O.Z. ; Tsang A. et Yang Y.G. (2014), Corporate social responsibility disclosure and the cost of equity capital: The roles of stakeholder orientation and financial transparency, *Journal of Accounting and Public Policy*, vol. 33, p. 328-355.

Matsumura E.M., Prakash R., et Vera-Munoz S.C. (2014), Firm-value effects of carbon emissions and carbon disclosures, *The Accounting Review*, vol. 89(2), p. 695-724.